



Communiqué SNES-FSU Paris, Créteil et Versailles

Mobilisation des personnels face à la casse du service public d'orientation de l'Éducation Nationale

Depuis plusieurs mois, le Ministre de l'Éducation Nationale et la Ministre de l'enseignement supérieur instrumentalisent les chiffres de l'orientation scolaire pour légitimer des mesures qui vont à l'encontre de l'intérêt des élèves à l'instar de la mise en place, à marche forcée, de ParcoursSup. Ils franchissent une nouvelle étape dans le démantèlement du service public d'orientation avec le projet de loi « Pour la Liberté de choisir son avenir professionnel » qui devrait être présenté au conseil des Ministres le 18 avril.

Ce texte prévoit la régionalisation de l'orientation scolaire, c'est-à-dire le transfert de cette compétence qui, est aujourd'hui du ressort du Ministère de l'Éducation Nationale, aux régions. Ce cadeau fait aux collectivités territoriales va complètement dénaturer l'essence même de ce qu'est l'orientation. Cette dernière se retrouve réduite à des enjeux économiques strictement locaux, dans une vision adéquationniste de l'orientation des élèves. L'orientation pourrait devenir le support des marottes des présidents de Région (ici le tourisme, là l'industrie aéronautique...) sans aucune analyse de moyen terme ou à une échelle géographique plus large. **L'avenir des élèves ne peut être réduit à des enjeux économiques locaux ! La régionalisation ouvre aussi la porte à une aggravation des inégalités territoriales, puisque c'est bien un service public, garant d'une forme d'égalité, qui est menacé de disparition.**

Le texte prévoit également la fermeture des CIO ainsi que celle des antennes régionales de l'Onisep. Ces décisions méconnaissent complètement la réalité du travail fait dans les CIO et les Dronisep. Dans les CIO, les Psy-EN travaillent en équipe, reçoivent des élèves de collèges et de lycée, des élèves en réorientation, des jeunes avec leurs familles. **Derrière la fermeture des CIO, c'est la disparition d'un lieu d'accueil incontournable pour les jeunes qui est programmée mais c'est aussi le métier de Psy-EN qui est remis en cause : celui de conseil aux élèves, d'aide dans la construction de projets personnels, de suivi des élèves. Par sa décision, d'une grande brutalité, le gouvernement signifie son profond mépris envers des personnels incontournables du service public d'éducation.**

Le SNES-FSU dénonce ce plan de destruction du service public d'orientation de l'Éducation Nationale ainsi que la remise en cause du statut des Psy-EN.

Les sections SNES-FSU de Paris, Créteil et Versailles appellent les Psy-EN, les personnels des Dronisep, les directeurs et les personnels administratifs des CIO à une première journée de mobilisation le jeudi 12 avril. Après une AG régionale le matin, un rassemblement aura lieu à 14h00 place de la Sorbonne.

Les sections SNES-FSU invitent les journalistes au rassemblement.